

Des mobilisations au Brésil font annuler un accord avec Elbit Systems

05.12.2014

Categories: Embargo militaire

L'État brésilien du Rio Grande do Sul a annulé un important accord de coopération avec la société militaire israélienne Elbit Systems, suite à des manifestations dénonçant le rôle de l'entreprise dans l'oppression des Palestiniens

Les mouvements sociaux et les syndicats brésiliens, avec des groupes palestiniens, ont demandé aux autorités d'annuler l'accord en raison du rôle d'Elbit dans la construction par Israël du Mur illégal d'apartheid en Cisjordanie occupée et de sa relation étroite avec l'armée israélienne.

Tarson Nuñez, coordinateur du département Relations internationales du gouvernement du Rio Grande do Sul, a présenté ainsi cette décision du gouvernement :

« Notre gouvernement a toujours donné une place centrale à la promotion de la paix et des droits de l'homme, et il considère que les exigences des mouvements sociaux et de voix importantes doivent être entendues. L'annonce d'aujourd'hui en est une conséquence logique. »

Les drones fournis par Elbit Systems ont été testés pendant l'agression récente d'Israël contre Gaza qui a tué plus de 2100 Palestiniens, et le prix de l'action Elbit est monté depuis le massacre, les investisseurs anticipant une hausse des commandes d'une technologie qui fut utilisée pour la première fois durant les attaques.

Le gouverneur du Rio Grande do Sul, Tarso Genro, avait signé en avril 2013 un accord de coopération en matière de recherche qui faisait d'Elbit la première société militaire israélienne à diriger des projets militaires brésiliens. Elbit devait avoir accès à un financement public et à des technologies produites par quatre universités locales. Les manifestations qui se sont déroulées et le manque de soutien fédéral ont affaibli le projet. Dans sa lettre ouverte, Genro déclare le protocole d'entente « *vide de sens* ».

Un projet de 17 millions de dollars pour la construction d'un satellite militaire fait partie des projets annulés par l'annonce de mardi.

L'annonce a été reçue comme une victoire essentielle pour le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), une campagne à direction palestinienne qui recherche l'isolement d'Israël sur le plan international, du style de celui de l'Afrique du Sud.

Jamal Juma', coordinateur de la campagne palestinienne « Stop the Wall », membre du Comité national du

BDS, une coalition d'organisations qui dirige le mouvement BDS, a déclaré :

« Elbit Systems est devenu un symbole de la construction par Israël d'un mur d'apartheid en Palestine occupée, et de son agression militaire contre notre peuple. Si Israël peut poursuivre ses violations des droits de l'homme, c'est seulement grâce à une collaboration internationale et notamment à des accords comme celui que le gouvernement du Rio Grande do Sul a maintenant annulé. »

« Après le massacre des Palestiniens par Israël dans la bande de Gaza, nous espérons que d'autres gouvernements prendront des mesures pour mettre fin à toute coopération militaire avec Israël ».

Des organisations brésiliennes, parmi elles la fédération syndicale CUT, la Marche mondiale des Femmes et des groupes étudiants locaux, et des partis politiques, ont tous fait pression sur les autorités du Rio Grande do Sul pour l'annulation de l'accord avec Elbit Systems, et ils ont même bloqué les entrées d'un local appartenant à une filiale d'Elbit, AEL Sistemas. L'ambassade de Palestine et la Fédération palestinienne au Brésil sont à plusieurs reprises intervenues avec le gouvernement.

Le recteur de l'université qui dirige la recherche aérospatiale dans la région a déclaré que l'université ne travaillerait avec Elbit Systems sur aucune recherche qui pourrait être d'ordre militaire, remettant ainsi en cause la viabilité du protocole d'entente.

Antonio Lisboa, secrétaire aux Relations internationales à la fédération syndicale Cut, a dit :

« Cette décision du gouvernement du Rio Grande do Sul reflète une opposition croissante à la politique d'apartheid d'Israël. Le gouvernement brésilien doit maintenant couper tous ses liens militaires avec Israël, un État qui pratique le terrorisme d'État contre les Palestiniens ».

En 2009, le Fonds de pension de l'État norvégien s'est désinvesti d'Elbit Systems, et plus d'une douzaine d'investisseurs institutionnels ont depuis suivi cet exemple.

Les usines d'Elbit au Royaume-Uni et en Australie ont été occupées durant le récent massacre de Gaza par Israël.

Les gouvernements et les autorités locales interviennent de plus en plus contre la complicité entrepreneuriale avec les violations israéliennes du droit international. Au moins 17 gouvernements de l'Union européenne ont prévenu les entreprises sur les risques à faire des affaires dans les colonies israéliennes illégales. La multinationale à base française Veolia a perdu plus de 20 milliards de dollars de contrats avec des autorités locales parce qu'elle fournit des services d'infrastructures dans les colonies israéliennes illégales.

Rio Grande do Sul avait déjà déclaré jouer un rôle important s'agissant de la question de la Palestine quand, en 2012, le Forum social mondial « Free Palestine » s'est tenu à Porto Alegre.

Mahmoud Nawajaa, coordinateur avec le Comité national palestinien du BDS, a dit :

« Cette décision est un exemple important de la façon dont l'organisation à la base du mouvement BDS peut influencer et changer la politique d'un gouvernement. En début de cette semaine, nous nous sommes réunis sous l'égide des Nations-Unies pour discuter de mesures efficaces pour coordonner une politique par les gouvernements locaux visant à exclure des contrats publics les entreprises qui aident Israël à violer le droit international ».

Jamal Juma', de « Stop the Wall » d'ajouter :

« La décision d'aujourd'hui donne un espoir à tous les Palestiniens qui résistent contre le système brutal d'apartheid d'Israël. Nous remercions tous ces mouvements et militants qui ont rendu possible cette victoire en faveur des droits des Palestiniens. »

<http://www.bdsmovement.net/2014/elbit-systems-loses-key-brazil-deal-12878>

Traduction : JPP pour BDS France